

Intervention du Président Charles Michel aux "Progettiamo il Rilancio"

13 juin 2020

Avant toute chose, je souhaite remercier le président du Conseil, cher Giuseppe (Conte), de m'avoir invité pour cette session inaugurale de ces "Consultations nationales". Et je vous félicite, ainsi qu'à travers vous, tous les dirigeants et représentants politiques de tous bords, acteurs économiques et sociaux, pour cette mobilisation inédite autour de l'élaboration d'un plan de relance pour votre pays: l'Italie.

Cette mise en commun des forces, c'est un moment clé pour l'Italie, comme c'est un moment clé d'ailleurs pour l'Union européenne.

Je veux pour commencer rendre hommage à l'Italie qui, à cette étape-ci de la crise extraordinaire que traverse le monde, montre la voie aux autres pays européens comme elle leur avait montré la voie au début de la pandémie. Il y a eu en effet un moment, il est vrai, où le reste de l'Europe a regardé l'Italie et le développement du virus avec incrédulité, peut-être même avec détachement.

Mais on sait aujourd'hui que ce sont les autorités italiennes qui ont montré la voie, avec des mesures qui ensuite ont été reproduites par les autres gouvernements. Et ce sont surtout les citoyens italiens qui ont montré aux autres Européens l'exemple de la discipline, de l'endurance et du courage qui ont permis d'enrayer progressivement la propagation de l'épidémie. En ce sens, on peut dire que les autres Européens ont tous été Italiens.

Tous les pays n'ont pas été touchés aussi fort que l'Italie. Mais si beaucoup s'en sont sortis mieux, c'est d'abord parce que l'Italie a durement été touchée la première. Le drame de l'Italie, ensuite aussi de l'Espagne, a conscientisé et poussé le reste de l'Europe à prendre des mesures radicales plus vite. Il ne faudra pas oublier cela: le sacrifice de l'Italie a probablement indirectement sauvé des vies dans le reste de l'Europe.

Les citoyens se sont montrés à la hauteur. Et c'est aux dirigeants politiques que nous sommes de nous montrer à la hauteur de l'enjeu qui est celui de la relance. C'est ce que vous vous employez à faire dans le cadre de ces États-généraux. Et c'est ce que, au niveau européen, les 27 chefs d'État ou de gouvernement doivent maintenant faire: se mettre d'accord sur le plan européen de stimulation de nos économies, dont la Commission européenne a élaboré le projet à la demande du Conseil. Vous connaissez cette proposition. Ursula von der Leyen vous en a expliqué la mécanique, je ne vais pas m'étendre sur le contenu de cette proposition.

Je pense par contre utile de resituer ce projet dans le cadre de nos objectifs globaux, afin de bien comprendre les éléments qui en rendront possible, je l'espère, la matérialisation.

Ces objectifs globaux, on peut les résumer en deux mots: reconstruire et transformer.

Reconstruire: c'est évidemment la nécessité la plus urgente. Nous devons redémarrer nos économies qui ont été mises pratiquement à l'arrêt. L'intégrité du marché intérieur, qui s'est vu entravée par la restauration des contrôles aux frontières internes, doit être réparée. Nous avons redécouvert à cette occasion combien le tissu économique qui nous relie tous - ces fameuses chaînes de valeur - est essentiel pour la prospérité partout en Europe. Nous devons non seulement rejointoyer ce marché unique. Nous devons aussi nous assurer qu'il résistera mieux à l'avenir aux chocs. Le rétablissement de la libre circulation dans l'espace Schengen, qui est tellement chère aux cœurs de nos concitoyens mais qui est aussi essentielle au bon fonctionnement du marché unique, relève du même objectif.

Nous sommes tous conscients que les effets négatifs qui résultent de la pandémie et de l'arrêt de l'activité économique sont encore à venir. Contenir ou contrecarrer ces effets, en particulier sociaux, et relancer la machine va demander des efforts considérables. C'est bien pour cela - et plus personne n'en conteste la

nécessité - que l'Union européenne s'est mobilisée: trouver les moyens pour soutenir les pays, les régions et les secteurs les plus touchés par la crise.

Dans l'Agenda stratégique qu'a adopté en 2019 le Conseil européen, nous avons déjà fixé des objectifs ambitieux afin d'organiser un redéploiement profond de l'Union européenne, et cela autour de trois axes extrêmement structurants: le verdissement de l'économie pour relever le défi climatique, tout en nous positionnant en leaders de ce nouveau marché; l'agenda numérique; et le renforcement de la place de l'Europe dans le monde.

J'ai entendu, j'ai lu au début de la pandémie, comme vous probablement, que l'Europe mettrait entre parenthèses, peut-être même jetterait aux oubliettes ces ambitions. Je vous le dis avec une totale conviction: ce serait un non-sens total. Au contraire, la crise de la COVID-19 a bien montré la nécessité de reconfigurer nos économies et nos sociétés. Nous devons rendre nos économies, nos systèmes de santé, mais aussi les capacités d'action de nos États, plus résistants aux chocs. Et cela suppose notamment de recouvrer une plus grande autonomie stratégique européenne, notamment sur le plan industriel. Mais aussi de renforcer notre capacité à peser dans le monde, aussi bien pour défendre un multilatéralisme basé sur des règles, qui est garant de la coopération et de la paix, que pour préserver les intérêts des citoyens et des entreprises européens. Et j'assimile bien entendu à cet objectif stratégique l'action de l'Union européenne qui vise à contrer les opérations organisées, systématiques, de propagande et de "fake news", dont les acteurs n'ont pas hésité à exploiter le terrain fertile qui a été offert par la pandémie.

Enfin, chers amis, je pense que nous ne relèverons pas ce défi de la transformation si nous ne sommes pas aussi capables, et ce sera difficile, de nous réinventer. Je suis convaincu que face à une crise d'une telle ampleur, nous avons le devoir historique de placer notre ambition et nos projets dans la perspective d'un nouvel horizon.

La paix et la prospérité sont et restent nos points de mire. Et ma conviction est que nous devons désormais viser aussi une valeur qui englobe et dépasse ces objectifs. Une valeur que nous avons redécouverte au quotidien avec une acuité nouvelle renforcée, parce qu'elle a été cruellement mise en danger par le virus: il s'agit du bien-être personnel et collectif - économique, social, sanitaire, culturel - qui ne se résume pas à la seule prospérité économique. Ce nouvel horizon est celui d'une société de dignité et de bienveillance, vers laquelle les objectifs stratégiques de l'Union énumérés plus haut dessinent le chemin. L'Europe peut, et même doit, à l'intérieur comme à l'extérieur, en être la promotrice.

Enfin, je voudrais développer maintenant quelques réflexions peut-être plus pragmatiques, qui m'amènent à vous parler du processus de négociation qui est en train de démarrer. Il revient en effet au Conseil européen, c'est-à-dire aux 27 États membres, de se mettre d'accord sur un projet commun. Et le Parlement européen devra aussi prendre attitude.

Ma première observation, c'est une mise en garde collective: ne sous-estimons pas la difficulté de la négociation qui est en train de s'enclencher. Cette proposition, à de nombreux égards, est inédite, par sa nature et par son ampleur. Mais nous n'y sommes pas encore. Vous savez que des divergences importantes existent sur plusieurs points clés de ce projet: sur l'enveloppe globale, sur la répartition entre les prêts et les subventions, sur les critères de répartition des moyens financiers, sur les conditions d'attribution du fonds...

Plus que jamais auparavant, cette négociation, est difficile. Parce qu'elle impose à tous les États membres d'envisager de réviser certains des principes auxquels ils sont depuis tellement longtemps attachés. Or, pour qu'une négociation comme celle-ci réussisse, chacun autour de la table doit tenter de voir et de comprendre la réalité du point de vue de l'autre, et accepter ensuite de remettre en question ses propres tabous. Tout le monde ne partage pas la même interprétation de ce qu'est concrètement la solidarité. Pas plus que tout le monde n'est spontanément d'accord sur ce qui doit découler concrètement du principe de

responsabilité. Si les uns et les autres ne font pas l'effort de se placer au point de vue d'en face, nous ne pourrons pas y arriver.

Ce processus d'alignement vers un consensus a commencé. Mais le chemin à parcourir est encore long, il est parsemé d'embûches, il faut tous en être conscients.

Ma seconde observation est la suivante... Les objectifs que les 27 se sont fixés et que j'ai évoqués il y a un instant sont communs. Et aujourd'hui, beaucoup plus qu'il y a deux ou trois mois, je pense que les 27 sont conscients que l'opération de solidarité financière que nous tentons de mettre en place ne relève pas de la charité, mais de l'intérêt bien compris de chacun. Tout le monde a un intérêt vital à restaurer pleinement notre grand marché intérieur, et à préserver la stabilité et le renforcement de la zone euro.

L'objectif, il est donc commun. Mais il reviendra à chacun de décider de son chemin, et de la manière d'atteindre les objectifs. Le plan européen de relance sur lequel nous travaillons ne va pas remplacer ou se substituer aux plans nationaux: il doit les renforcer. C'est pour cela que le travail que vous entamez ici, cher Giuseppe et chers amis, est essentiel.

Il l'est pour deux raisons. D'abord et surtout, c'est évident, parce qu'il constitue une urgence pour les Italiens, qui attendent des solutions. Comme ancien Premier ministre belge, je sais que réformer, transformer, c'est difficile. Cela requiert une volonté tenace, inébranlable, et aussi la nécessité de mobiliser en permanence l'adhésion des citoyens dans nos processus démocratiques.

Mais ce vaste plan européen que nous devons, je le crois, mettre en place, peut aussi constituer une occasion unique pour l'Italie. L'occasion de réaliser les transformations indispensables pour un avenir plus solide, en Italie et en Europe. Soyons tous courageux et responsables. Dans l'entreprise de solidarité à 27, plus nous serons ambitieux et courageux sur le plan national, plus nous renforcerons la puissance du projet européen. La solidarité n'est pas un chemin à sens unique: elle suppose d'une part la mobilisation des moyens pour soutenir les régions et les secteurs qui sont les plus touchés. La solidarité, c'est aussi réaliser les transformations indispensables pour renforcer chacun des États membres, et donc l'Union européenne dans son ensemble. Renforcer l'Italie, c'est aussi renforcer l'Europe.

Cher Giuseppe, chers ministres, je vous remercie, je vous souhaite des travaux fructueux.